

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE L'EAU
ET DE L'ENERGIE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF WATER RESOURCES AND
ENERGY

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 00057 /ASMI/MINEE/SG/DERME/2024 DU 10 03 2024

**POUR LA PRESELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE LA REALISATION
DES ETUDES DE FAISABILITE EN VUE DU DEVELOPPEMENT EN MODE PPP DE
CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES DE 50 MWac DANS LE RESEAU
INTERCONNECTE NORD (SOIT 20 MWac A KOUSSERI, 30 MWac SUR AUTRES SITES)
ET 100 MWac DANS LE RESEAU INTERCONNECTE SUD (EN PROCEDURE
D'URGENCE)**

I. CONTEXTE

La Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30) qui décline la 2e phase de la Vision 2035 est axée sur l'industrialisation, qui ne peut être implémentée sans une fourniture énergétique suffisante. C'est à cet effet que l'un des objectifs assignés au sous-secteur de l'énergie est d'accroître l'offre de production à 5 000 MW d'ici 2030, soit près de 3 500 MW supplémentaires. Pour ce faire, il conviendra de poursuivre la politique de développement d'un mix énergétique diversifié basé entre autres sur l'énergie solaire photovoltaïque. Le potentiel est énorme à travers le pays avec une irradiation moyenne de 4.9 KWh/m²/jr dans la partie Sud et 5,8 KWh/m²/jr dans le septentrion, avec une énergie annuelle reçue estimée à 89,25 TWh.

Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables a été retenu parmi les actions majeures de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) à mettre en œuvre en vue d'atteindre les objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre fixés. Il sera question de porter à 25% la part des énergies renouvelables dans le mix électrique (actuellement à 3%), et le solaire doit participer à hauteur de 6% (correspondant à 360 MW).

Après le succès de la mise en œuvre des projets de construction des centrales solaires de Maroua (15 MW) et de Guider (15 MW) connectées au Réseau Interconnecté Nord (RIN), le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) envisage dupliquer cette expérience dans les deux principaux réseaux du système électrique camerounais (RIN et RIS). Il s'agit spécifiquement de développer en mode PPP, des centrales solaires photovoltaïques de 50 MWac dans le Réseau Interconnecté Nord (soit 20 MWac à Kousseri, 30 MWac sur autres sites) et 100 MWac dans le Réseau Interconnecté Sud.

Afin de disposer de tous les éléments de décision nécessaires à la concrétisation de cette idée de projet, le MINEE souhaite procéder à la sélection d'un bureau d'études qui sera chargé de mener des études de faisabilité y afférentes.

II. OBJET DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

La présente Sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la pré-qualification des bureaux d'études ayant des références avérées en matière d'études similaires, pour participer à l'Appel d'Offres International Restreint relatif à la réalisation des études de faisabilité en vue du développement en mode PPP de centrales solaires photovoltaïques de 50 MWac dans le Réseau Interconnecté Nord (soit 20 MWac à Kousseri, 30 MWac sur autres sites) et 100 MWac dans le Réseau Interconnecté Sud.

III. ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent la réalisation de :

- 1) Etudes de pré-faisabilité pour le choix des sites ;
- 2) Etudes d'Avant-projet Sommaires (APS) ;
- 3) Etudes d'Avant-projet Détaillées (APD) ;
- 4) Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ;
- 5) Etudes d'Impact Social ;
- 6) Etudes de danger ;
- 7) Dossier d'Appel d'Offres pour la sélection d'un développeur.

IV. FINANCEMENT

Le financement du projet sera assuré par l'Appui Budgétaire de la Banque Africaine de Développement à travers le Budget d'Investissement Public du MINEE.

V. DUREE DES PRESTATIONS

La durée des prestations ne devra pas excéder huit (08) mois à compter de la signature de l'ordre de service.

VI. PARTICIPATION

La participation à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt est ouverte à tous les bureaux d'études :

- Justifiant d'une expérience avérée dans les prestations similaires ;
- Disposant du matériel et du personnel appropriés pour les prestations à réaliser;
- Disposant d'une capacité financière supérieure ou égale à cent millions (100 000 000) FCFA.

VII. PIÈCES A FOURNIR

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie invite à cet effet les bureaux d'études intéressés et ayant l'expertise requise à manifester leur intérêt. Ils peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

Ils devront manifester leur candidature en présentant leur dossier dans une enveloppe scellée contenant à l'intérieur deux enveloppes :

La première enveloppe dite «enveloppe A » sera cachetée et portera la mention « pièces administratives ». Elle contiendra les documents ci-après :

1. Une déclaration de manifestation d'intérêt timbrée à 1 000 FCFA faisant apparaître la raison sociale, l'adresse du siège social et les pouvoirs délégués au(x) signataire(s) ;
2. Un certificat de non-faillite délivré par les instances compétentes ;
3. Une carte de contribuable en cours de validité ;
4. Une photocopie du titre de patente en cours de validité ;
5. Une pièce attestant de la capacité financière exigée, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;
6. Une attestation de localisation et un plan de localisation ;
7. Une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale datant de moins de trois mois, certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours ;
8. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;
9. L'attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP.

N.B : L'absence ou la non-validité des pièces ci-dessus citées entraînera le rejet pur et simple de la candidature.

La seconde enveloppe dite «enveloppe B » sera cachetée et portera la mention « offre technique ». Elle contiendra les documents ci-après :

1. L'organigramme complet et le personnel composant le Bureau d'Etudes;
2. La liste du personnel d'encadrement.

Le Bureau d'Etudes et/ou groupement de Bureaux d'Etudes fournira la liste définissant le personnel d'encadrement dont :

- a. **Un Chef de projet :** Ingénieur de Génie électrique, électrotechnique, électromécanique, industriel, énergies renouvelables (Bac+5 au moins) justifiant d'une expérience professionnelle de dix (10) ans et d'au moins deux références en tant que Chef de mission ou Chef de projet dans des

- études similaires ; seuls sont pris en compte les missions achevées et acceptées ;
- b. **Un Chef de projet adjoint** : de même qualification que le chef de projet, il doit justifier d'une expérience de cinq (05) ans et d'au moins une référence à un poste similaire;
 - c. **Un ingénieur du génie électrique ou des énergies renouvelables** : Bac+5, 3 ans d'expérience ;
 - d. **Un ingénieur du génie mécanique ou du génie industriel** : Bac+5, 3 ans d'expérience ;
 - e. **Un ingénieur du génie civil** : Bac+5, 3 ans d'expérience ;
 - f. **Un expert géotechnicien** : Bac+5, 3 ans d'expérience ;
 - g. **Un topographe** : Bac+2, 5 ans d'expérience ;
 - h. **Un expert financier** : Bac+3, 3 ans d'expérience ;
 - i. **Un environnementaliste** : Bac+3, 3 ans d'expérience ;
 - j. **Un socio-économiste** : Bac+3, 3 ans d'expérience ;
 - k. **Un expert juriste** : Bac+3, 5 ans d'expérience.

La liste du personnel ci-dessus sera accompagnée de :

- Une photocopie certifiée de la Carte Nationale d'Identité ;
- Un curriculum vitae de chaque personnel, daté et signé ressortant clairement les missions effectuées, les lieux, les noms et adresse des clients, la valeur financière ainsi que les date de démarrage et de fin desdites missions ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel, assortie d'une attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- Une attestation de disponibilité signée par chaque personnel ou une copie du contrat de travail dudit personnel ;
- Une définition des affectations proposées pour chaque personnel.

3. La liste du personnel fixe qualifié

Le Bureau d'Etudes fournira également la liste du personnel fixe qualifié (secrétaire, comptable, technicien, etc.) et employé sans interruption depuis un an au siège. Il fournira pour chacun, les attestations de disponibilité ainsi que le CV signé par l'intéressé.

4. Les références du Bureau d'Etudes pour les prestations similaires

Le Bureau d'Etudes et/ou groupement de Bureaux d'études présentera ses références pour des prestations similaires. Celles-ci seront validées sur la base des pièces justificatives signées par les bénéficiaires desdites prestations (1^{ère} et

dernière pages des marchés, attestations de bonne fin d'exécution, ou tout autre document faisant foi, etc.). Lesdites références devront clairement ressortir la désignation des prestations, le lieu d'exécution, le profil des experts utilisés, le nom du chef d'équipe, la valeur financière, les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que les dates de démarrage et de fin desdites prestations.

5. Note méthodologique

Le Bureau d'Etudes rédigera une note méthodologique explicitant sa compréhension de l'étude à mener, l'organisation, la démarche à mettre en place pour sa réalisation ainsi que son planning d'exécution.

6. Les moyens techniques et matériels

Le Bureau d'Etudes donnera la liste des moyens techniques et matériels à mettre en place. Notamment :

- Le matériel de bureau ;
- Le matériel roulant ;
- Le matériel didactique ;
- Le matériel informatique et logiciel ;
- Le matériel spécialisé ;
- Etc.

7. Une attestation de capacité financière

Elle devra être délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances et dont le montant doit être supérieur ou égal à cent millions (100 000 000) de francs CFA.

VIII. ACQUISITION DES DOCUMENTS

L'acquisition des documents relatifs au présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt est gratuite.

Toutefois, l'acquisition du Dossier d'Appel d'Offres Restreint, se fera conformément à la réglementation en vigueur en matière de passation des marchés publics en République du Cameroun.

Les Bureaux d'Etudes peuvent, aux heures ouvrables, obtenir ou consulter les Termes de Référence de l'étude demandée et les informations complémentaires, dès publication du présent avis au secrétariat de la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie.

IX. REMISE DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature rédigés en français et/ou en anglais seront déposés en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme telles sous pli fermé contre récépissé au plus tard le 15 04 2024 à 15H00 heures précises, heure locale au Ministère de l'Eau et de l'Energie, B.P. 70

Yaoundé, Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie avec la mention suivante :

AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 0000050 /ASMI/MINEE/SG/DERME/2024 DU 20 JUIN 2024
POUR LA PRESELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGES DE LA REALISATION DES ETUDES DE FAISABILITE EN VUE DU DEVELOPPEMENT EN MODE PPP D'UNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE DE 20 MWac A KOUSSERI ET DES CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES DE CAPACITE TOTALE 100MWac DANS LE RESEAU INTERCONNECTE SUD

(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement) »

X. PUBLICATION DES RESULTATS

A l'issue de la présente sollicitation à manifestation d'intérêt, une liste restreinte de consultants pré-qualifiés sera établie.

Les bureaux d'études ainsi retenus seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres International Restreint qui leur sera adressé conformément à l'article 12 alinéa 6 du Décret n°2004/275 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

XI. CRITERES D'EVALUATION DES DOSSIERS

X.1- Critères éliminatoires

- Dossier non-conforme aux prescriptions du présent avis;
- Capacité financière insuffisante ou non présenté ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées.

X.2- Critères essentiels

N°	Critères d'évaluation	Points
1	Présentation de l'offre	05
2	Organisation, méthodologie et planning d'exécution	20
3	Expérience du Consultant dans les prestations similaires	25
4	Qualifications et expérience du personnel d'encadrement	25
5	Matériel, moyens logistique et techniques de mise en œuvre	25
	TOTAL	100

Seuls les candidats ayant obtenu, à l'issue de cette évaluation, une note supérieure ou égale à 70 points/100, seront pré-qualifiés pour l'Appel d'Offres International Restreint.

XII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

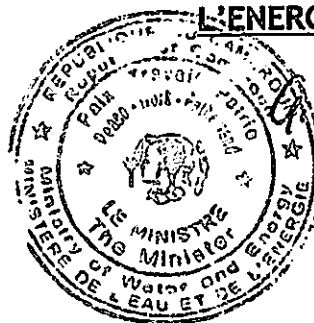
Tout renseignement complémentaire relatif au présent avis peut être obtenu à la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie du Ministère de l'Eau et de l'Energie.

Yaoundé, le _____

**LE MINISTRE DE L'EAU ET DE
L'ENERGIE**

Ampliatiions :

- MINMAP
- ARMP (Pour publication)
- MINEE
- Président CPM/MINEE
- SOPECAM (Pour publication)
- Affichage
- Chrono
- Archives



[Handwritten signature]
Gangoussomba Gaston

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF WATER
AND ENERGY



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 0057 /EOI/MINEE/SG/DERME/2024 OF 2024

FOR THE PRESELECTION OF A CONSULTING FIRM TO CARRY OUT FEASIBILITY STUDIES FOR THE DEVELOPMENT, IN PPP MODE, OF 50 MWac SOLAR PHOTOVOLTAIC POWER PLANTS IN THE NORTHERN INTERCONNECTED GRID (i.e. 20 MWac AT KOUSSERI, 30 MWac AT OTHER SITES) AND 100 MWac IN THE SOUTHERN INTERCONNECTED GRID (IN EMERGENCY PROCEDURE)

The 2030 National Development Strategy (NDS30), which outlines the 2nd phase of Vision 2035, focuses on industrialisation, which cannot be implemented without an adequate energy supply. With this in mind, one of the objectives set for the energy sub-sector is to increase the production capacity to 5,000 MW by 2030, i.e. an additional 3,500 MW. To achieve this objective, it will be necessary to pursue the policy of developing a diversified energy mix that relies, among other things, on photovoltaic solar energy. Solar energy has enormous potential across the country, with an average irradiation of 4.9 KWh/m²/day in the southern part and 5.8 KWh/m²/day in the northern part, and an estimated 89.25 TWh of annual energy received.

In addition, the development of renewable energy sources has been included among the major actions of the Nationally Determined Contributions (NDCs) to be implemented with a view to achieving the targets set for reducing greenhouse gas emissions. The aim is to increase the share of renewable energy in the electricity mix to 25% (currently at 3%), with solar power set to contribute 6% (corresponding to 360 MW).

Following the successful implementation of the construction projects for the Maroua (15 MW) and Guider (15 MW) solar power plants connected to the Northern Interconnected Grid (NIG), the Ministry of Water and Energy (MINEE) plans to carry out a similar project in the two main networks of the Cameroon electricity system (NIG and SIG). The purpose of this project is specifically to develop, in PPP mode, 50 MWac of solar photovoltaic power plants in the Northern Interconnected Grid (i.e. 20 MWac at Kousseri, 30 MWac at other sites) and 100 MWac in the Southern Interconnected Grid.

In order to have all the information needed to implement this project idea, MINEE intends to select a consulting firm to carry out the relevant feasibility studies.

I. PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

The purpose of this Call for Expression of Interest is the pre-qualification of consulting firms with proven references in similar studies, to participate in the Restricted International Invitation to Tender to carry out feasibility studies for the development, in PPP mode, of 50 MWac solar photovoltaic power plants in the Northern Interconnected Grid (i.e. 20 MWac at Kousseri, 30 MWac at other sites) and 100 MWac in the Southern Interconnected Grid.

II. SCOPE OF SERVICES

The services include conducting:

- 1) Pre-feasibility studies for site selection;
- 2) Preliminary Design Studies (APS);
- 3) Detailed Design Studies (APD);
- 4) Environmental and Social Impact Assessment (ESIA);
- 5) Social impact studies;
- 6) Hazard studies;
- 7) Drafting tender documents for the selection of a contractor.

III. FINANCING

The project will be financed by the MINEE Public Investment Budget through budgetary support from the African Development Bank.

IV. DURATION OF THE WORK

The duration of the services shall not exceed eight (8) months from the signing of the service order.

V. PARTICIPATION

Participation in this call for expression of interest is open to all consulting firms:

- With proven experience in similar services;
- With the appropriate equipment and personnel for the services to be provided;
- With a financial capacity equal to or greater than CFA F100,000,000 (one hundred million).

VI. DOCUMENTS REQUIRED

The Minister of Water and Energy hereby invites interested firms with the required expertise to apply. They may form a consortium to strengthen their respective skills.

They must submit their application in a sealed envelope containing two envelopes:

They must submit their application in a sealed envelope containing two envelopes:

The first envelope, known as "envelope A", will be sealed and marked "administrative documents". It will contain the following documents:

1. A declaration of expression of interest stamped at 1 000 FCFA indicating the company name, the address of the head office and the powers delegated to the signatory (ies);
2. A certificate of non-bankruptcy issued by the competent authorities;
3. A valid taxpayer's card;
4. Photocopy of a valid licence;
5. A document testifying to the required financial capacity, issued by a first class bank approved by the Minister of Finance;
6. A certificate of location and a location map;
7. A certificate issued by the relevant services of the tax department certifying that the Bidder has made the statutory tax declarations for the current financial year, dated less than three months;
8. A certificate issued by the National Social Insurance Fund certifying that the Bidder has fulfilled its obligations to the said fund, dated less than three months;
9. A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

N.B: The absence or non-validity of the above-mentioned documents will result in the outright rejection of the application.

The second envelope, known as "envelope B", will be sealed and marked "technical bid". It will contain the following documents:

1. The complete organisational chart and the staff making up the Consulting Firm;
2. The list of the management personnel.

The Consulting Firm and/or group of Consulting Firms will provide a list indicating the key personnel including:

- a. **A Project Manager:** An electrical, electrotechnical, electromechanical, industrial or renewable energy engineer (at least Baccalauréat/GCE A' level +5) with at least ten (10) years' professional experience and at least two references as project manager or project leader in similar studies; only completed and accepted assignments will be taken into account;
- b. **A Deputy Project Manager:** with the same qualifications as the Project Manager, with five (5) years' experience and at least one reference in a similar position;

- c. An engineer in electrical engineering or renewable energy: GCE A' level/Baccalauréat+5, 3 years of professional experience;
- d. A mechanical or industrial engineer: GCE A' level/Baccalauréat+5, 3 years of professional experience;
- e. A civil engineer GCE A' level/Baccalauréat+5, 3 years of professional experience;
- f. A geotechnical expert: GCE A' level/Baccalauréat+5, 3 years of professional experience;
- g. A topographer: GCE A' level/Baccalauréat+2, 5 years of professional experience;
- h. A financial expert: GCE A' level/Baccalauréat+3, 3 years of professional experience;
- i. An Environmentalist: GCE A' level/Baccalauréat+3, 3 years of professional experience;
- j. A socio-economist: GCE A' level/Baccalauréat+3, 3 years of professional experience;
- k. A legal expert: GCE A' level/Baccalauréat+3, 5 years of professional experience.

The above list of personnel must be submitted together with:

- A certified copy of the employee's National Identity Card;
- A curriculum vitae for each employee, dated and signed, clearly indicating the assignments carried out, the locations, the names and addresses of the clients, the financial value and the start and end dates of the assignments;
- A certified copy of the diploma of each employee, together with an attestation of presentation of the original diploma;
- A certificate of availability signed by each employee or a copy of the employee's employment contract;
- A description of the proposed duties for each employee.

3. A list of qualified permanent personnel

The Consulting Firm will also provide a list of qualified permanent personnel (secretaries, accountants, technicians, etc.) who have been employed continuously at the head office for one year without interruption. It will provide certificates of availability for each person as well as a CV signed by the person concerned.

4. The references of the Consulting Firm for similar services

The Consulting Firm and/or group of Consulting Firms will present its references for similar services. These will be validated on the basis of supporting documents signed by the beneficiaries of the said services (first and last pages of the contracts, certificates of completion, or any other authentic document, etc.). The said references must clearly indicate the type of work performed, the place of execution, the profile of the experts involved, the name of the team leader, the financial value, the names and addresses of the beneficiaries as well as the start and end dates of the said work.

5. Methodological note

The Consulting Firm will write a methodological note explaining its understanding of the study to be carried out, the organisation, the approach to be put in place for its execution as well as the schedule for its execution.

6. Technical and material resources

The Consulting Firm will provide a list of the technical and material resources to be provided. These include:

- Office equipment;
- Rolling stock;
- Teaching material;
- Computer equipment and software;
- Specialised equipment;
- Etc.

7. A certificate of financial capacity

It must be issued by a first class banking institution approved by the Minister of Finance and the amount must be greater than or equal to CFAF100,000,000 (one hundred million).

VIII. ACQUISITION OF DOCUMENTS

The acquisition of the document relating to this Notice of Call for Expression of Interest is free of charge.

However, the acquisition of the Restricted Invitation to Tender shall be done in accordance with the regulations in force governing public contracts in the Republic of Cameroon.

Consulting Firms may, during working hours, obtain or consult the Terms of Reference of the study requested and additional information, upon publication of this notice at the secretariat of the Department of Renewable Energy and Energy Management.

IX. SUBMISSION OF BIDS

Application files, drafted in English and/or French must be submitted, in five (5) copies of which one (1) original and four (4) duplicates marked as such, in a sealed envelope, latest on 16th JUL 2024 at 15H00 local time, at the Ministry of Water and Energy, Department of Renewable Energy and Energy Management, P.O. Box 70 Yaounde, and shall be labelled as follows:

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 0000057/EOI/MINEE/SG/DERME/2024 OF 20 JUN 2024

FOR THE PRESELECTION OF A CONSULTING FIRM TO CARRY OUT FEASIBILITY STUDIES FOR THE DEVELOPMENT, IN PPP MODE, OF 50 MWac SOLAR PHOTOVOLTAIC POWER PLANTS IN THE NORTHERN INTERCONNECTED GRID (i.e. 20 MWac AT KOUSSERI, 30 MWac AT OTHER SITES) AND 100 MWac IN THE SOUTHERN INTERCONNECTED GRID

“To be opened only during the bid opening session”

X. PUBLICATION OF RESULTS

Following this call for expression of interest, a shortlist of prequalified firms will be drawn up.

The consulting firms thus selected will be invited to participate in the Restricted National Invitation to Tender which will be sent to them in accordance with Article 12 (6) of Decree No. 2004/275 to institute the Public Contracts Code in Cameroon.

XI. CRITERIA FOR EVALUATING APPLICATIONS

X.1- Eliminary Criteria

- File not complying with the requirements of this notice;
- Insufficient financial capacity or not submitted;
- False declaration or falsified documents.

X.2- Essential Criteria

No.	Evaluation Criteria	Points
1	Presentation of bid	5
2	Organisation, methodology and execution schedule	20
3	Experience of the Consultant in similar projects	25
4	Qualifications and experience of the management personnel	25
5	Equipment, logistics and implementation techniques	25
	TOTAL	100

Only those Bidders who obtain a score of 70 points/100 or more at the end of this evaluation will be prequalified for the Restricted National Invitation to Tender.

XII. ADDITIONAL INFORMATION

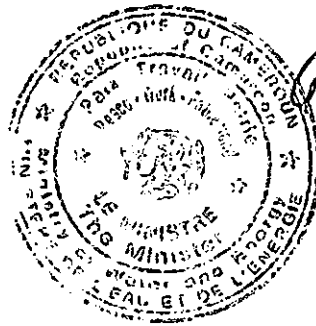
Any additional information concerning this notice can be obtained at the Department of Renewable Energy and Energy Management of the Ministry of Water and Energy.

Yaounde, on 12 11 2024

THE MINISTER OF WATER RESSOURCES AND ENERGY

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication)
- MINEE
- Chairman of CPM/MINEE
- SOPECAM (for publication)
- Notice board;
- Chrono
- Archives



Gaston Issomba
Gaston Issomba Gaston